

CRISTINA DUARTE, MINISTRE DES FINANCES ET DU PLAN DU CAP-VERT

« Nous voulons marcher graduellement sur nos pieds et moins sur ceux de l'aide publique »

De pays moins avancé, le Cap-Vert est passé, en 2008, au rang de pays à revenu intermédiaire. Ce pays-archipel a réussi à hisser son niveau de développement grâce à des réformes économiques. Aujourd'hui, le Cap-Vert vise d'être un pays développé d'ici à 2030. D'où la mise en place d'une stratégie pour réussir ce pari. Ministre des Finances et du Plan depuis 2006, Cristina Duarte fait partie de ceux qui ont conduit ces réformes. Cette candidate à la présidence de la Banque africaine de Développement explique, dans cette interview, le chemin suivi par son pays sur le plan économique et les perspectives à venir.

Propos recueillis à Praia par Oumar NDIAYE



Madame la ministre, le Cap-Vert a réussi de grandes avancées économiques en passant de pays moins avancé à pays à revenu intermédiaire. Comment en êtes-vous arrivé là ?

Permettez-moi de vous donner la photographie du Cap-Vert en 1975 et celle de 2008. Quand on a commencé en juillet 1975, le Cap Vert avait un Pib per capita de 200 dollars, deux lycées. Dans le budget, on commençait par 300.000 dollars. Pas plus ! Il n'y avait pas de réseau d'infrastructures quand le Cap-Vert a commencé cette aventure de devenir une nation à l'indépendance. En 2008, le Cap-Vert est devenu pays à revenu moyen avec un Pib per capita de 3800 dollars. Un pays classé 5ème en Afrique en infrastructures, 3ème de l'Afrique en pénétration de l'Internet, 2ème de l'Afrique pour la bonne gouvernance, 3ème du continent en liberté économique. Comment en sommes-nous arrivés là ? Cela n'est pas de la magie. Je peux l'assurer. Il y a cinq à six aspects. Le premier, c'est la bonne gouvernance politique. C'est important à souligner. Cela a permis au Cap-Vert d'être l'un des pays les plus stables d'Afrique. Le deuxième, c'est la bonne utilisation des ressources. Des ressources ont été mises à notre disposition par la communauté internationale en plus des ressources internes. Troisièmement, nous avons été capables de mettre en place des politiques économiques et macroéconomiques très appropriées. Du point de vue de la politique monétaire, le Cap-Vert a connu plus de dix ans de stabilité de son taux de change.

Du point de vue de la politique budgétaire et fiscale, le Cap-Vert a créé un cadre de stabilité budgétaire qui lui a permis de bien gérer les impacts de la crise internationale. Le quatrième aspect, c'est que depuis l'indépendance, nous avons été très constants en politique publique. Cinquièmement, nous avons adopté, d'une manière très forte, une croissance économique inclusive. Deux exemples : l'indice de Gini a diminué de 50 % en 2002 et est arrivé à 40 % en 2010. Nous avons réussi à diminuer la pauvreté extrême. En 2000 et 2001, elle était de 23 % et maintenant elle est au tour de 11 %. Le taux de pauvreté est aussi passé de 45 à 25 %. Ces trois exemples confirment que dès le début, nous avons adopté une croissance économique inclusive. Dès le début aussi, nous avons eu une vision partagée. C'est vraiment important. Le gouvernement, avec la société capverdienne, a mis sur la table une vision du pays : être un centre international de prestation de services et d'affaires. Quand vous parlez avec un jeune, un lycéen ou un étudiant, ils connaissent tout dans les moindres détails. C'est une vision partagée. C'est cette croissance inclusive et cette stabilité politique et macroéconomique

qui nous ont aidés à traverser les impacts négatifs de la crise économique internationale.

Sur quoi repose exactement l'économie capverdienne ?

Nous n'avons pas beaucoup de choses, ni de rivières. Nous avons très peu de terres disponibles pour l'agriculture. En revanche, nous avons la mer et le ciel. 800 km² de mer et seulement 4000 km² de terre. C'est notre point de départ. En 1975, notre point de départ était le besoin de construire une nation, de consolider un territoire et l'intégrité nationale. Dès le début, nous avons donné beaucoup d'importance à l'éducation, à la santé et aussi à la lutte contre la pauvreté. La bonne gouvernance a été, dès le début, une option et une position politique. Maintenant, nous avons un pays à revenu intermédiaire, bien loti sur le plan des infrastructures, avec une force de travail qualifiée, un pays crédible, très crédible. Maintenant, notre nouveau point de départ, c'est de transformer le Cap-Vert en un centre international de prestation de services. Nous sommes prêts, d'une manière graduelle, à marcher avec nos pieds. Notre économie repose essentiellement sur le tourisme. Le Cap-Vert est une économie de services à hauteur de 75 %. Dans le secteur des services, le tourisme occupe 20 %. L'agriculture compte pour 10 %. Tout le secteur primaire est autour de 15 %.

Le Cap-Vert vise d'ici à 2030 à être un pays développé. Comment comptez-vous y parvenir ?

Bien sûr. Nous n'avons pas de doute. 2030, ce sera dans 15 ans et le Cap-Vert sera sûrement cette plateforme de logistique pour l'océan Atlantique dans le domaine des chantiers navals ; des pêches, des technologies de l'information et de la communication, des énergies renouvelables. Le pays sera sûrement un hub régional du point de vue des transports aériens et maritimes. « L'infrastructuration » est faite, le capital humain est déjà là. Nous sommes en train de mobiliser des partenaires stratégiques internationaux. Nous avons décidé de le faire avec des partenaires africains aussi. Le gouvernement vient de lancer une campagne à Lagos, en mars 2014, en disant que pour nous, l'investissement direct étranger est essentiellement un investissement direct africain. Nous sommes en train de faire appel au capital africain afin d'investir au Cap-Vert. J'en profite aussi pour lancer un appel au capital privé sénégalais.

Que dites-vous aux capitaux privés étrangers et africains pour qu'ils viennent investir dans votre pays ?

Nous avons quatre aéroports internationaux, sept ports maritimes

complètement nouveaux. Le pays est connecté à deux câbles sous-marins, il a un taux de pénétration d'énergie conventionnelle de 95 %. Son taux de pénétration en énergies renouvelables se situe entre 25 et 30 %. C'est un pays qui a une force de travail qualifiée, qui a amélioré sa compétitivité fiscale. Je pense que tout cela nous rassure. Nous sommes prêts pour arriver au niveau que nous voulons atteindre dans notre stratégie « le Cap Vert en 2030 ».

Le tourisme est l'une des marmelles de l'économie capverdienne. Que comptez-vous faire pour que ce secteur joue pleinement son rôle dans la stratégie Cap-Vert 2030 ?

Le tourisme est devenu clairement le moteur de l'économie depuis 2004-2005. Au niveau mondial, le Cap-Vert est considéré comme faisant partie des Top 10 des futures destinations touristiques dans les dix prochaines années. Notre position géographique y est pour quelque chose. Nous sommes à une ou deux heures de l'Afrique, à trois heures de l'Europe, un grand marché touristique, à trois heures et demie du Brésil et à cinq heures de l'Amérique du Nord. Secundo, le climat. Tertio, nous avons mis les infrastructures qu'il faut pour positionner le Cap-Vert comme une destination touristique. C'est dans ce sens que nous avons construit quatre aéroports internationaux. Nous ne nous sommes pas demandé comment une population de 500 000 habitants a besoin de quatre aéroports internationaux. Nous les avons faits pour la grappe de croissance qui réunit le tourisme, les activités de la mer et l'aérobusiness. L'aéroport international de l'île de Boavista va recevoir 48 vols charters par semaine. Le flux touristique au Cap-Vert a dépassé la population locale en 2012. Nous allons arriver à un million de touristes, soit le double de la population du Cap-Vert en 2018. Nous sommes très bien placés pour réussir cela. Nous venons d'inaugurer un hôtel de plus 1000 chambres à l'île de Sal. Il y a d'autres projets de construction d'hôtels qui ont commencé. Nous espérons qu'ils seront prêts vers début 2016. Entre 2005 et 2013, nous avons offert des avantages fiscaux très agressifs pour toutes les entreprises capverdiennes

et internationales qui ont investi dans le tourisme. C'est une combinaison d'« infrastructuration » physique, de politique macroéconomique essentiellement fiscale. Et en même temps, nous avons commencé à former la force de travail dans le secteur du tourisme, en construisant, en 2010, la première école hôtelière du Cap-Vert.

En dehors du tourisme, votre économie dépend beaucoup des produits extérieurs comme les investissements étrangers et l'aide publique. Cela ne la fragilise-t-elle pas ?

Tout à fait. Mais il faut commencer par quelque chose. On ne peut pas faire tout. Nous avons commencé par un secteur qui est logique. Quand on arrive au Cap-Vert, on voit le climat, les plages, la mer. Nous sommes une destination touristique naturelle. C'est Dieu qui l'a décidé ainsi. Nous avons commencé par un secteur qui était plus facile à transformer en moteur de la croissance économique. En même temps, nous avons « infrastructuré » l'économie pour diversifier la base économique. Des grappes de croissance ont été mises en place. Nous avons celle de la mer avec un investissement dans sept ports maritimes. C'est pour transformer le Cap-Vert en une plateforme de transbordement. Des investissements sont ainsi faits dans les Technologies de l'Information et de la communication. Le Cap-Vert est en train d'exporter dans les logiciels. Nous produisons des applications informatiques et nous avons commencé à les exporter. À l'île de Sao Vicente, des plateformes de froid sont construites pour faire du Cap-Vert un grand exportateur de produits halieutiques. Dans le premier semestre de 2014, les exportations de pêche ont augmenté de 34 %, essentiellement vers l'Europe. Nous avons réussi une grappe de croissance sur les énergies renouvelables. Le Cap-Vert accueille le centre régional de la Cedeao sur les énergies renouvelables. Nous venons de finir la construction d'une école régionale ici pour les énergies renouvelables. Nous sommes en train de tout faire pour diversifier la base économique, productive. Dans cinq ou six ans, quand on va analyser la structure économique et d'exportation du Cap-Vert, elle sera sûrement différente de celle actuelle. Nous avons

investi dans l'agriculture et les barrages pour la mobilisation de l'eau, nous venons de multiplier par trois la surface irriguée. Nous commençons à fournir le marché touristique au Cap-Vert avec la production locale pour surtout développer l'agrobusiness. L'« infrastructuration » qu'on a fait répond exactement à ce souci de diversification de notre économie.

Vous êtes candidate à la présidence de la Bad. Peut-on savoir vos motivations ?

J'aimerais bien avoir l'opportunité de faire pour l'Afrique, ce que j'ai fait pour le Cap-Vert. Depuis 2006 et jusqu'à ce moment, 95 % de mon temps, de mon énergie, de ma passion étaient pour mon pays. J'aimerais bien continuer à travailler d'une manière toujours passionnée pour l'Afrique. Je pense avoir les compétences techniques pour le faire. J'ai travaillé dans la finance internationale, dans le monde rural. Je connais bien la dynamique du monde rural. J'ai travaillé comme ministre des Finances et du Plan. Cela veut dire que, du point de vue de la gestion financière, de la discipline budgétaire, j'ai accumulé une bonne expérience professionnelle. Comme chargée de la planification, je coordonnais tout le processus de l'élaboration de la stratégie du développement du pays. Cette candidature est aussi une opportunité pour notre pays. Le Cap-Vert est un petit pays insulaire. Mais cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas avoir ce type d'ambition. J'aimerais bien prouver le contraire, montrer qu'un pays petit insulaire peut aussi avoir ce type d'ambition. Il y a aussi la crédibilité du Cap-Vert. Notre pays a été considéré comme un cas de succès par la Bad en 2012. Nous sommes Africains. En tenant compte de la crédibilité du Cap-Vert, nous avons pu démontrer qu'il est possible de partir d'un pays basé sur une logique de facteurs de production pour une logique d'efficacité. Si cela a été possible avec le Cap-Vert, imaginez pour le reste de l'Afrique. Dans les cinquante prochaines années, si l'on réussit à transformer l'Afrique en un continent qui drive la croissance économique du monde avec des réformes, cela voudra dire qu'on peut mettre l'Afrique dans la géopolitique du monde dans un endroit différent.